

RÉCONCILIER LA FRANCE

RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE 2017

La France se trouve manifestement à un moment de son histoire qui appelle un sursaut collectif. C'est le constat que dresse le Conseil économique social et environnemental dans son rapport annuel sur l'état de la France 2017 (RAEF) basé sur les 10 nouveaux indicateurs de richesse retenus par le Gouvernement pour apprécier la situation du pays en complément de l'évolution du PIB.

À l'automne 2016, 88 % des Français considéraient en effet que leur pays allait dans une mauvaise direction selon le Global Advisor d'Ipsos, soit le taux le plus élevé des 26 pays, développés ou émergents, couverts par cette étude. L'un des indicateurs étudiés dans ce rapport porte sur le degré de satisfaction des Français dans leur vie. Avec un score de 7,2 points sur 10, nos concitoyens restent globalement satisfaits à titre individuel malgré leur pessimisme pour le pays. Ce résultat, qui a peu fléchi ces dernières années, se situe dans la moyenne européenne et reste très supérieur à celui des pays du sud de l'Europe où il a nettement diminué depuis 2010.

Cette discordance entre la situation individuelle des Français.e.s et leur appréciation souvent très négative de notre avenir collectif est au cœur des difficultés du pays. La France rencontre certes des difficultés bien réelles que décrit ce rapport en matière d'emploi, d'innovation, d'endettement public et privé ou encore d'actions face à la crise écologique. Celles-ci se traduisent par des problèmes majeurs pour une part significative de la population en termes de chômage, de revenus et de conditions de vie. Mais notre incapacité à nous retrouver autour d'un projet commun, mobilisateur pour nos concitoyens, contribue à aggraver la déprime collective que traverse le pays. Et le risque est important que ce pessimisme excessif

devienne autoréalisateur : à force d'être convaincus que nous sommes condamnés à vivre plus mal demain, nous ne nous mobilisons pas suffisamment pour profiter des réels atouts du pays afin d'affronter efficacement les défis du XXI^e siècle comme la révolution numérique ou la crise écologique.

Derrière cette difficulté à dégager un projet commun, on trouve en particulier la tension entre l'ambition exprimée à travers la devise républicaine « Liberté-Égalité-Fraternité », une ambition largement partagée par nos concitoyens, et les réalisations perfectibles de la République en matière d'inégalités. La France demeure encore un des pays développés où les inégalités restent les plus limitées, grâce notamment à l'ampleur de la redistribution opérée par l'action publique. Mais ces inégalités se sont sensiblement accrues du fait de la crise, accroissant l'écart entre la réalité et les objectifs affichés. Cette question fait l'objet d'un traitement approfondi dans ce rapport sous l'angle à la fois des revenus et du patrimoine, de l'école, des territoires, de la santé, des inégalités de genre et des discriminations selon l'origine supposée et la couleur de peau.

Le CESE propose enfin des pistes pour remédier à ces difficultés en refondant la cohésion sociale et en remobilisant la société autour de la préparation de l'avenir.



Guillaume Duval

Rédacteur en chef d'Alternatives économiques.

Il siège au CESE à la section de l'économie et des finances et à la section de l'environnement en tant que personnalité qualifiée.

Contact :

guillaume.duval@lecese.fr
06 81 45 76 05



Pierre Lafont

Avocat.

Il siège au CESE à la section de l'économie et des finances et à la section de l'agriculture où il représente le groupe des professions libérales.

Contact :

pierre.lafont@lecese.fr
01 44 43 64 30

LES CONDITIONS D'UNE FRANCE RÉCONCILIÉE

Réconcilier la France autour d'une conception partagée de son avenir implique d'abord de réconcilier les Français.e.s avec eux-mêmes. Il est nécessaire en effet de donner un nouvel élan à la cohésion sociale pour pouvoir mettre la société en mouvement autour d'un projet commun.

A. REFONDER LA COHÉSION SOCIALE

Il nous faut rendre davantage de fluidité et de proximité aux liens sociaux autour desquels se construit la nation.

➤ 1. Adapter et fluidifier les réponses sociales

La réduction des inégalités doit s'opérer d'abord au niveau des revenus tirés directement de l'activité économique. Ce qui implique bien sûr de donner la priorité à la création d'emplois mais aussi de veiller à la qualité de ces emplois en évitant de créer des « trappes à bas salaires » et en organisant le cadre législatif et réglementaire des nouveaux emplois indépendants qui se créent avec la révolution numérique.

➤ 2. Mieux lutter contre le non-recours aux droits

La France est dotée d'un dispositif développé de lutte contre la pauvreté mais celui-ci ne fonctionne pas au maximum de son efficacité à cause notamment de l'ampleur du non recours aux droits. Il faut simplifier et rendre plus cohérent le système des minima sociaux en facilitant l'accès et la lisibilité.

➤ 3. Une école plus efficace contre les inégalités

Le système scolaire français est, parmi les pays développés, un de ceux où les résultats dépendent le plus du statut social des parents. Priorité à l'école maternelle et primaire, des enseignants plus expérimentés, plus nombreux et mieux payés dans les zones difficiles, une reconnaissance accrue des capacités d'innovation et de travail coopératif des enseignants : les solutions sont connues mais il reste à les mettre en œuvre de façon déterminée.

➤ 4. Rapprocher les institutions sociales de la population

Les institutions sociales paraissent souvent lointaines et inefficaces à ceux qui en auraient le plus besoin. Cette situation appelle davantage de réponses de proximité en identifiant le niveau local le plus adéquat pour la mise en œuvre des politiques sociales. Un droit d'expérimentation, limité dans le temps, pourrait permettre de tester des dispositifs donnant un rôle plus actif à des mouvements associatifs capables d'allier proximité et efficacité dans l'aide aux plus démunis.

B. UNE FRANCE PLUS INNOVANTE ET TournÉE VERS L'AVENIR

Pour renforcer la cohésion sociale, il nous faut aussi retrouver un projet commun capable de nous mobiliser pour faire face aux défis du XXI^e siècle, en particulier à la révolution numérique et à la crise écologique.

➤ 1. Une recherche plus efficiente

L'effort de recherche français reste insuffisant, mais son organisation pose aussi question. La structuration de la recherche publique autour d'appels d'offres et la précarisation des chercheurs ne produisent pas toujours des résultats optimaux. Le soutien public à la recherche privée, via notamment le crédit d'impôt recherche, mériterait lui aussi d'être évalué plus précisément ainsi que la politique des pôles de compétitivité.

➤ 2. C'est toute la société qui doit devenir innovante

Au-delà des chercheurs.euse.s, c'est toute la société qu'il faut mettre en mouvement. Ce qui implique de changer des modes de management qui restent trop souvent autoritaires et verticaux et de donner plus de responsabilités aux salariés au sein des entreprises. Il faut aussi changer les relations entre l'État et les citoyens pour que celui-ci s'adapte plus vite à leurs besoins. Des institutions comme le CESE et les CESER sont à même d'y contribuer.

➤ 3. Mieux profiter de nos atouts

La France a de nombreux atouts à faire valoir au XXI^e siècle mais n'en a pas encore suffisamment pris conscience. C'est le cas en particulier pour construire une « bioéconomie », capable de remplacer les énergies fossiles et les matières premières non renouvelables du fait de la géographie encore très rurale de notre pays. Cela implique cependant d'accélérer rapidement la transition énergétique et la mutation écologique de notre économie.